

Accueil / Actualités / Agriculture / Les agriculteurs polonais se mobilisent contre le Green Deal et les importations de produits ukrainiens

Les agriculteurs polonais se mobilisent contre le Green Deal et les importations de produits ukrainiens

Par : Aleksandra Krzysztozek | EURACTIV Pologne | traduit par Marie-Alix Pocholuk

25 janv. 2024



Le ministre adjoint de l'Agriculture, Stefan Krajewski, a déclaré qu'il s'agissait de manifestations visant Bruxelles, et non Varsovie. [EPA-EFE/Przemyslaw Piatkowski POLAND OUT]

Les agriculteurs polonais sont descendus dans les rues à travers le pays pour protester contre le Green Deal européen, les politiques de l'UE qui nuisent à l'agriculture locale et l'afflux de produits alimentaires ukrainiens. Le ministre adjoint de l'Agriculture, Stefan Krajewski, a déclaré qu'il s'agissait de manifestations visant Bruxelles, et non Varsovie.

Les agriculteurs polonais demandent notamment le rétablissement des restrictions imposées à l'Ukraine en matière de commerce afin d'empêcher la production alimentaire ukrainienne d'inonder le marché polonais. Les manifestants s'opposent également aux mesures du Pacte vert pour l'UE (Green Deal) qui restreignent leur activité.

« Nous comprenons ces protestations, qui ne visent pas le gouvernement polonais, mais les restrictions imposées par Bruxelles aux agriculteurs », a déclaré M. Krajewski lors de la conférence de presse de mercredi (24 janvier).

Il a ajouté que la Politique agricole commune (PAC) devait être réexaminée de manière à ce qu'elle n'exerce pas une pression aussi forte sur les agriculteurs polonais.

«*Les manifestations ont au moins un an de retard*», a-t-il affirmé, ajoutant que celles-ci auraient dû avoir lieu lorsque les réglementations relatives au *Green Deal* ont été créées et lorsque le plan stratégique national était en cours de préparation pour la nouvelle PAC réformée.

«*La politique de l'UE est dans une impasse*», a déclaré un autre vice-ministre, Michał Kołodziejczak, à la radio privée RMF FM mercredi matin, ajoutant que les demandes des agriculteurs polonais étaient justes.

Selon lui, les manifestations — qui se sont multipliées dans l'ensemble de l'Union — sont un avertissement pour Bruxelles.

«*Si les réglementations existantes, y compris le Green Deal et les programmes écologiques, ne sont pas renégociées, je pense que la colère en Europe pourrait être encore plus grande*», a-t-il déclaré.

Inquiétudes sur le Green Deal

Interrogé par Euractiv sur les objections spécifiques des agriculteurs polonais contre le *Green Deal*, le chef de l'Association polonaise des producteurs de fruits, Mirosław Maliszewski, a cité l'exclusion de certains produits phytopharmaceutiques qui, en Pologne, sont largement utilisés dans le secteur de la production fruitière.

«*Cela remet en question la rentabilité et la compétitivité de la production fruitière*», a déclaré M. Maliszewski, qui est également député du Parti populaire polonais (PSL, Parti populaire européen) et appartient à la large coalition au pouvoir.

En ce qui concerne les conséquences des restrictions liées aux engrais, il a déclaré que les vergers sont généralement établis sur des sols légers qui nécessitent une fertilisation constante. M. Maliszewski a insisté sur le fait que la réduction de l'utilisation d'engrais entraînerait une baisse des rendements, ce qui affecterait considérablement la rentabilité de la production.

Des inquiétudes similaires ont été exprimées par une productrice de pommes de la région centrale de Mazovie, qui a déclaré à Euractiv que les conséquences négatives du *Green Deal* affecteront directement l'ensemble du pays et pas seulement le secteur agricole.

«*La réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires et des engrais entraînerait une augmentation des coûts de production et se traduirait par une hausse des prix des denrées alimentaires.*»

En conséquence, les produits agroalimentaires importés de l'étranger seront moins chers et de moindre qualité, affirme l'agricultrice, qui a préféré garder l'anonymat.

En outre, de nombreuses exploitations ne seront pas en mesure d'adapter leur production aux nouvelles normes renforcées et devront abandonner la production, a-t-elle ajouté.

«*L'UE établit des normes de production alimentaire rigoureuses, alors que le reste du monde s'en soucie peu*», s'est plainte l'agricultrice.

Donald Tusk moins sévère à l'égard de Bruxelles

L'augmentation des importations de produits alimentaires bon marché en provenance d'Ukraine, rendue possible par les «corridors de solidarité» mis en place en juin 2022 par la Commission européenne, a eu un impact considérable sur la Pologne, qui a été l'un des pays les plus touchés.

Avec d'autres pays voisins de l'Ukraine, le précédent gouvernement conservateur Droit et Justice (PiS), qui a gouverné la Pologne jusqu'en décembre dernier, a exigé que les restrictions commerciales soient rétablies. Toutefois, face au refus de l'UE et de nombreux États membres d'aborder la question, la Pologne et d'autres pays ont introduit une interdiction unilatérale sur certains types de produits agroalimentaires ukrainiens.

Le problème des importations ukrainiennes incontrôlées est l'une des questions sur lesquelles le nouveau gouvernement, dirigé par le Premier ministre Donald Tusk, qui a remplacé le PiS au pouvoir, est d'accord avec ses prédécesseurs.

La Commission européenne devrait proposer le renouvellement des « mesures commerciales autonomes » (telles que la suspension des droits d'importation, des quotas et des mesures de défense commerciale) pour soutenir les exportations ukrainiennes vers l'Union européenne.

Dans un entretien accordé à Euractiv mercredi, le ministre polonais de l'Agriculture, Czesław Siekierski, a déclaré que la proposition de la Commission inclurait certaines demandes de Varsovie, car *« les protestations des agriculteurs ont poussé l'UE à adopter une position plus souple »*.

Lorsqu'on lui a demandé si elle pensait que le camp de M. Tusk répondrait mieux aux intérêts des agriculteurs que le PiS, l'agricultrice a répondu par la négative, soulignant le fait que le PiS nationaliste était beaucoup plus dur avec Bruxelles que M. Tusk.

Le gouvernement PiS s'étant fortement opposé à l'afflux incontrôlé de produits alimentaires ukrainiens à Bruxelles, il est difficile de s'attendre à ce que le gouvernement de M. Tusk soit aussi ferme, a-t-elle ajouté.

Elle est même allée jusqu'à dire que M. Tusk sera l'agent de Bruxelles en Pologne.

« Il ne s'opposera pas à l'UE, même au détriment des intérêts des agriculteurs polonais. Il cédera à la pression de l'UE sur des questions clés, y compris le Green Deal. »